

Sommaire

Préface <i>par Alain Caillé</i>	7
Introduction. Le capital social : territoires et tribulations <i>par Antoine Bevort et Michel Lallement</i>	19

I. Qu'est-ce que le capital social ?

1. Le capital social. Notes provisoires <i>par Pierre Bourdieu</i>	31
2. <i>Bowling Alone</i> : le déclin du capital social aux États-Unis <i>par Robert D. Putnam</i>	35
3. Le capital social dans un capitalisme en mutation <i>par Arnaldo Bagnasco</i>	51
4. Capital social et théories sociologiques <i>par Michel Lallement</i>	71
5. Usages et mésusages du capital social <i>par Sophie Ponthieux</i>	89

II. Usages, effets, performances

6. Le capital social dans la vie de tous les jours <i>par Alain Degenne, Marie-Odile Lebeaux et Yannick Lemel,</i> <i>avec la collaboration de Ghislaine Grimler</i>	109
7. Quel impact du capital social sur les conditions de vie des ménages ? Le cas de Madagascar <i>par Nicolas Sirven</i>	132
8. Capital social et performances scolaires <i>par Bernard Favre et Jean-Marc Jaeggi</i>	146
9. Les inégalités régionales en matière d'éducation : capital social et performances institutionnelles <i>par Antoine Bevort et Danièle Trancart</i>	161

10. Le capital social dans les transitions entre l'école et l'entreprise <i>par Marc Lecoutre</i>	177
11. Le capital social : une problématique pour la sociologie de l'entreprise comme « forme sociale » <i>par Antoine Bevort</i>	193

III. Action collective, équité et réciprocité

12. Capital social, processus sociaux et capacité d'action collective <i>par Emmanuel Lazega</i>	213
13. Le capital social associatif en France hier et aujourd'hui <i>par Jean-Pierre Worms</i>	226
14. Entrepreneurs d'origine maghrébine en France et capital social <i>par Mohamed Madoui</i>	246
15. Capital social et économie solidaire <i>par Elisabetta Bucolo et Jean-Louis Laville</i>	263
16. Capital social, institutions et agir public <i>par Vando Borghi</i>	279
17. De la valeur des structures sociales : capital ou patrimoine ? <i>par Bernard Perret</i>	293
Postface. Le capital social, un instrument pour l'action ? <i>par Jean-Baptiste de Foucauld</i>	315
<i>Les auteurs de l'ouvrage</i>	321

Préface

par Alain Caillé

Le livre qu'on va lire doit permettre aux économistes, politologues ou sociologues français, et plus généralement à tous ceux qui de près ou de loin s'intéressent à la science sociale et au devenir de nos démocraties, de combler une lacune surprenante. Alors que la notion de capital social est une de celles – avec la thématique des réseaux à laquelle elle est étroitement apparentée – qui ont fait l'objet ces vingt dernières années du plus grand nombre de débats et de contributions dans la science sociale internationale, celle des universités ou des grandes organisations internationales, elle est restée confinée en France à d'étroits milieux académiques. C'est pourtant en France, sous la plume de Pierre Bourdieu, qu'elle a pris son premier essor significatif. Il est même permis de considérer qu'elle condense à la fois toute l'ambition et toute l'ambiguïté de la théorie sociologique bourdieusienne, autrement dit de l'« économie générale de la pratique ».

Ce que Bourdieu reprochait aux économistes, on le sait, c'était au fond de ne pas prendre suffisamment au sérieux leur propre modèle explicatif, de croire qu'il n'avait de portée que pour le seul ordre de l'économie et donc, symétriquement, de faire l'hypothèse que ce dernier pouvant fonctionner en quelque sorte tout seul, de manière indépendante, le capital économique serait susceptible de s'accumuler selon des modalités exclusivement économiques. À l'encontre de quoi Bourdieu soutenait et montrait que la reproduction et l'accroissement du capital économique supposent en fait tout un travail de transformation en d'autres types de capital – le capital scolaire, culturel, linguistique, symbolique (le prestige) et plus généralement *le capital social* qui d'une certaine manière actualise et réalise toutes ces formes de capital extra-économiques sans lesquelles l'enrichissement économique se révélerait impossible. Dans son article fondateur de 1980, peu connu et heureusement reproduit ici, il définit le capital social comme « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable*

de relations [c'est Bourdieu qui souligne] plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'*appartenance à un groupe* comme ensemble d'agents [...] unis par des liaisons permanentes et utiles [...] fondées sur des échanges inséparablement matériels et symboliques. » « Le volume du capital social que possède un agent particulier, poursuit-il, dépend donc de l'étendue du réseau des liaisons qu'il peut effectivement mobiliser et du volume de capital (économique, culturel ou symbolique) possédé en propre par chacun de ceux auxquels il est lié. » Et il ajoute : « Les profits que procure l'appartenance à un groupe sont au fondement de la solidarité qui les rend possibles. » « Ce qui ne signifie pas qu'ils soient consciemment poursuivis comme tels », précise-t-il. Il n'en reste pas moins que l'existence du réseau est « le produit du travail d'instauration et d'entretien qui est nécessaire pour produire et reproduire des liaisons durables et utiles, propres à procurer des profits matériels ou symboliques. Autrement dit, le réseau de liaisons est le produit de stratégies d'investissement social [...] grâce à l'alchimie de l'échange (de paroles, de dons, de femmes, etc.) comme communication supposant et produisant la connaissance et la reconnaissance mutuelles. »

Ce n'est que huit ans plus tard, en 1988 (après une première intuition formulée en 1984) que le sociologue américain James Coleman, l'ami et complice du champion du modèle économique néoclassique généralisé, le prix Nobel d'économie Gary Becker, allait accomplir un mouvement théorique comparable à celui de Bourdieu, même si c'était en l'occurrence sur la base de l'individualisme méthodologique et non sur celle d'un néomarxisme¹. L'agent économique, montrait-il, l'*Homo œconomicus* standard n'a pas seulement besoin, comme l'avait montré G. Becker, d'investir dans lui-même, dans son éducation notamment, et d'accumuler ainsi un *capital humain*, il peut et doit aussi tirer profit des ressources que constituent les relations sociales, bref du *capital social*. Qu'il s'agisse des « relations primordiales » (famille, voisinage, religion) ou des relations sociales au sein des organisations – le capital social devenant alors la capacité à travailler ensemble à des fins communes au sein des groupes et des organisations qui forment la société civile –, la trame du capital social est la confiance qui anime les relations sociales et qui permet de réaliser des économies sur les coûts de transaction. C'est à partir de ces thèmes que J. Coleman allait proposer, avec ses *Foundations of Social Theory* [1990] l'une des rares théories sociologiques générales existantes, issue celle-là de la théorie économique standard mais l'élargissant jusqu'à faire apparaître la science économique comme une « sous-discipline de la sociologie » [Swedberg, 1990, p. 57, in Steiner, 2003 p. 221].

L'intérêt de cet élargissement de la théorie économique, devenant peu à peu théorie sociologique grâce à l'introduction de la notion de capital humain, était de

1. Mais Bourdieu lui-même s'était inspiré de Gary Becker.

montrer que ce capital-là jouit d'une consistance propre, irréductible aux calculs des individus rationnels qui y participent. De la confiance générale, du capital social donc, bénéficient ainsi en effet tout un ensemble d'acteurs qui n'ont pas participé à la création des relations sociales. Qu'on pense, par exemple, à une ville plaisante à habiter, agréablement fleurie, où tout le monde est aimable. Elle le demeure aussi bien pour l'étranger ou le nouveau venu qui n'y a en rien contribué. Ainsi se dégage l'idée que la prospérité et le bien-être d'une communauté dépendent de tout un ensemble de facteurs largement impalpables et informels, irréductibles aux seules données économiques, et qu'il importe au plus haut point de les favoriser et de les préserver.

Mais ce qui est vrai de la prospérité matérielle l'est également de la démocratie. De même que le système économique ne vit pas en vase clos, coupé des relations sociales dans lesquelles les agents économiques sont immergés, de même la démocratie ne saurait être réduite à un simple système constitutionnel, à un ensemble de procédures juridiques ou formelles. Elle ne peut fleurir que pour autant que des acteurs y investissent de leur temps, de leur personne et de leur énergie pour animer ce qu'on pourrait appeler une société civile civique, ces myriades d'associations à travers lesquelles les citoyens manifestent en acte leur sens du bien commun, leur confiance partagée en la démocratie et sans lesquelles celle-ci s'étiole aussitôt. C'est avec ce type d'interrogations, clairement formulées par le politologue Robert Putnam, que le concept de capital social allait connaître son troisième lancement. Il permet de prendre le relais, en les englobant, des notions de *culture politique* ou de *culture civique* pensées par nombre de politologues américains dans le sillage de Gabriel S. Almond et Sidney Verba comme les conditions *sine qua non* de l'établissement d'une démocratie viable [Almond et Verba, 1963, 1990 ; Cefai, 2000]. Le premier livre de R. Putnam, *Making Democracy Work* [1993], explicitement inspiré par les réflexions de Coleman (comme par l'anthropologie culturelle de R. Banfield), soutient qu'à la racine du sous-développement du Mezzogiorno en Italie, comme du défaut de ressort démocratique qui explique le succès des diverses mafias, on trouve une loyauté et une obligation de solidarité trop exclusivement confinées aux frontières de la famille (le « familialisme amoral »), l'incapacité qui en résulte de faire confiance à quiconque en dehors du clan, bref, *l'insuffisance du capital social*.

Ce n'est cependant qu'avec son article paru en 1995 sous le titre « Bowling Alone : America's Declining Social Capital » (article dont on trouvera la traduction dans le présent ouvrage), puis avec le livre qui s'ensuivra en 2000, que Putnam et la notion de capital social allaient accéder à la gloire mondiale. Putnam y dressant le constat du déclin des valeurs civiques américaines, attesté par la chute de la confiance des Américains dans leurs institutions et par la diminution de la participation et de l'implication dans les associations, il s'inquiétait des dangers possibles de cette montée de l'individualisme – corollaire d'un déclin du capital social – pour l'avenir de la démocratie aux États-Unis.

PORTÉE ET CHAMP DE LA NOTION DE CAPITAL SOCIAL

Comme le montrent très bien Antoine Bevort et Michel Lallement dans leur introduction au présent ouvrage par eux impulsé et coordonné, le nombre des publications consacrées au capital social va connaître une véritable et sidérante explosion après cet article de Putnam. C'est que la notion se retrouve au cœur d'au moins quatre grands types de débat ou d'objet d'étude.

1/ Le premier, nous venons de le voir, porte sur l'ensemble des conditions et des prérequis sociaux nécessaires à une démocratie effective. Plusieurs thèmes ici s'entrecroisent : la question du degré et de la qualité de la participation à la vie associative² ; le point de savoir si les associations ou les ONG, quand et là où elles existent, sont suffisamment autonomes par rapport aux États ou aux entreprises : si elles sont d'abord des associations pour soi, étroitement centrées sur l'intérêt personnel de leurs membres, ou bien des associations pour autrui ou pour une cause d'intérêt général. La discussion ici recoupe l'énorme continent des études sur la place, le rôle et l'importance du tiers secteur ou de l'économie solidaire dans le monde³.

2/ Le deuxième champ de débat, principalement développé par les institutions internationales, telles que la Banque mondiale ou l'OCDE, porte sur l'influence du capital social sur le développement économique des nations. Il n'est évidemment pas sans lien avec le débat sur la démocratie. Le consensus de Washington qui a représenté jusqu'à il y a peu la doctrine centrale du FMI reposait sur la certitude que la démocratie naîtrait et se développerait nécessairement dans le sillage des succès de l'économie de marché. Il suffisait donc d'inciter tous les pays du monde encore insuffisamment dérégulés à renoncer à leurs protectionnismes et corporatismes divers pour laisser la marchandise librement pénétrer leurs frontières. La démocratie ou la démocratisation suivrait peu après. Un des grands mérites de la notion de capital social aura été d'avoir fortement contribué à battre en brèche ce dogme en se demandant si, à l'inverse, ce n'est pas plutôt la qualité des institutions et de la vie démocratique, la force du capital social qui conditionnent la croissance économique. Si, comme le montraient les analyses des fonctions de production et de la croissance en vogue dans les années soixante-dix/quatre-vingt, le volume de capital investi et la quantité de travail utilisée n'expliquent qu'une part en définitive minime de la croissance, si l'essentiel provient d'un mystérieux « facteur résiduel », qu'est-ce qu'il y a dans ce facteur résiduel ? Le capital social était-il désormais permis de répondre. Ou, plus précisément, si on en croit Francis Fukuyama, l'un des principaux contributeurs de cette discussion, la confiance envers les inconnus qui existe au sein d'une société en fonction et au *pro rata* de sa culture dominante, selon qu'elle est une culture de confiance – comme aux USA, en Allemagne ou au Japon – ou une culture de la défiance comme en Italie du Sud, en France, en Chine

2. Cf. ici sur ce point l'article de Jean-Pierre Worms.

3. Cf. ici l'article d'Elisabetta Bucolo et Jean-Louis Laville.

ou en Corée. C'est elle, et elle seule, qui rend compte de la capacité à créer des grandes associations ou à faire fonctionner les grandes entreprises nécessaires à une puissance industrielle durable [Fukuyama, 1995]. Ou encore : la clé de la réussite économique, c'est la claire définition des droits de propriété, comme l'explique l'économiste du développement Hernando de Soto [2005] ; c'est l'efficacité de l'État, comme le soutient encore F. Fukuyama dans son dernier livre [2005]. Confiance, associations, démocratie, explicitation de droits de propriété, système juridique explicite et opérant, administration efficace, autant de clés du développement qui ne relèvent pas du capital économique mais du capital social⁴.

3/ Le troisième champ des études qui mobilisent la notion de capital social est plus vaste, diffus et diffracté. Toutes les dimensions de l'existence sociale, toutes les organisations, toutes les institutions et tous les groupes sont en effet susceptibles d'être étudiés sous l'angle de la problématique du capital social, qu'il s'agisse de la vie familiale, des relations d'entraide et de voisinage⁵, de la réussite ou de l'échec scolaire⁶, du fonctionnement intra⁷ ou inter-entreprises⁸ etc. Selon le degré de formalisation auquel elles prétendent, ces études peuvent viser à une objectivation et une quantification du capital social susceptibles de faire apparaître des corrélations positives ou négatives avec telle ou telle autre variable elle-même quantifiée⁹.

4/ Enfin, les études sur le capital social peuvent s'identifier à un autre ensemble de recherches particulièrement en pointe depuis une quinzaine d'années : les études sur les « réseaux ». Le capital social est-il autre chose en effet qu'un ensemble de réseaux de relations – un « réseau de liaisons » comme disait déjà Bourdieu ? Posséder un capital social, est-ce autre chose en effet qu'avoir et entretenir des réseaux ? Des réseaux d'autant plus utiles et efficaces qu'en leur sein, on est relié aux autres membres du réseau par ces « liens faibles » dont le pape de la nouvelle sociologie économique, Mark Granovetter, célébrait la force dès 1973. Selon, encore, et dans le même ordre d'idées, qu'on y occupe un « trou structural » [Burt, 1995]. De tels réseaux, incarnations concrètes de l'entité « capital social », peuvent, selon les auteurs, être eux-mêmes étudiés sur un mode ethnographique ou au contraire faire l'objet d'une analyse mathématique sophistiquée¹⁰.

OBSCURITÉS, INDÉTERMINATIONS ET AMBIGUÏTÉS

On mesure ainsi à son omniprésence l'importance et l'impact de la notion de capital social. On devine aussi le risque qu'il y ait un revers de la médaille et qu'elle

4. Cf. ici l'article de V. Borghi.

5. Cf. ici les articles de A. Degenne *et alii* ou de N. Sirven.

6. Cf. l'article de B. Favre et J.-M. Jaeggi et celui de A. Bevort et D. Trancart.

7. Cf. le second article de A. Bevort.

8. Cf. les articles de M. Lecoutre ou M. Madoui.

9. C'est le cas ici de l'étude de A. Degenne *et alii* ou de celle de A. Bevort et D. Trancart.

10. Cf. ici, en ce sens, l'article de E. Lazega.

ne soit à ce point et partout mobilisée qu'au prix de son obscurité et de son indétermination. Tentons de prendre une rapide mesure de cette indétermination.

Il est clair tout d'abord que la portée du concept varie considérablement selon l'extension qu'on lui donne et l'échelle à laquelle on l'applique. Est-ce bien du même capital social qu'il s'agit lorsqu'on raisonne du point de vue des relations utiles d'un individu – le capital social n'étant alors perçu que comme une sorte de généralisation du capital humain –, de celui des relations utiles d'une famille, d'un lignage, d'un groupe de statut, d'une grande école, d'une institution, d'une firme, d'une ville, d'une région, d'un pays¹¹, etc. ? Ou encore : y a-t-il vraiment communauté de nature entre ce que Putnam nomme le *bonding social capital*, la « colle » (*social glue*) qui cimente les réseaux fondés sur le partage d'affinités et d'appartenances communes, le *linking social capital* qui permet de rassembler des individus porteurs d'identités sociales et culturelle différentes et le *bridging social capital* qui crée des liens entre la société civile et les appareils institutionnels qui la régulent¹² ?

Parallèlement à cette variation d'échelle, c'est en effet la compréhension même du concept qui se modifie radicalement jusqu'à englober à peu près tout et le reste : non plus seulement les relations, utiles ou inutiles, mais l'ensemble des dimensions positives – *i.e.* favorables à la croissance ou à la démocratie – de la culture, des schèmes cognitifs ou des institutions. Bref, la quasi-totalité de l'impensé de la science économique et du mal-pensé de la sociologie¹³. Sans compter qu'au fil des contributions, on ne sait plus trop si ce sont les relations sociales ou le capital social qui produisent des effets bénéfiques, ou bien si c'est la confiance qu'ils parviennent à générer. Et si cette confiance est, en effet, un sous-produit du capital social, ou bien si ce n'est pas, au contraire, la confiance qui permet de tisser les réseaux¹⁴.

Dans l'énorme territoire balisé par l'étiquette de capital social, nous nous trouvons donc confrontés à une avalanche de réponses, mais avec une certaine difficulté à nous rappeler la question. Or celle-ci, comme le mentionne A. Bevert à la fin de sa seconde contribution, n'est pas trop difficile à situer. Elle est celle, au départ, des effets économiques des ordres non économiques de l'action sociale. Qu'est-ce qui, dans le fonctionnement et l'efficacité de l'économie,

11. Pour un tour d'horizon très synthétique de la variété des usages du concept, outre l'introduction générale de A. Bevert et M. Lallement, on lira ici l'article de M. Lallement.

12. Ces distinctions, articulées à la différenciation entre réseaux informels ou organisés à liens forts ou à liens faibles, sont très bien mises en lumière et exploitées ici dans l'article de Jean-Pierre Worms.

13. Cf. en ce sens les critiques de Sophie Ponthieux.

14. Dans la perspective anti-utilitariste du paradigme du don, on dira que c'est le don, autrement dit le basculement dans une part d'extra ou d'anti-utilitaire qui crée ou reproduit simultanément relations sociales personnalisées et confiance. Même en affaires, dans le champ des relations utilitaires, il n'est possible de faire confiance qu'à ceux qui ont montré qu'ils n'étaient utilitaristes, instrumentaux, que dans le cadre d'un rapport plus généralement anti-utilitariste à l'existence. Qu'ils sont donc des personnes (et non seulement des machines à calculer) qui traitent également leurs partenaires comme des personnes.

procède de facteurs non économiques ? Avec Putnam, la question deviendra celle des effets de la variation des formes de sociabilité sur l'ordre politique démocratique. Au plan théorique le plus général, le problème est celui de savoir comment penser l'efficacité sur un ordre et au sein d'un ordre de la pratique, des dimensions de l'action qui procèdent de déterminations ou de considérations issues d'un autre ordre. Quels sont, par exemple, les effets de la famille ou de la religion sur l'économie, ou, inversement, les effets de l'économie sur la famille et la religion ? Ou encore, ceux de la science ou de la technique sur l'art, et réciproquement¹⁵ ?

Il n'a guère été remarqué, semble-t-il, que le débat ainsi formulé recoupe immédiatement un autre champ de discussion, tout aussi important et vivace, celui qui se mène depuis Karl Polanyi, et surtout Mark Granovetter, sous la rubrique de la notion d'encastrement (*embeddedness*). Si l'ordre économique ne peut pas fonctionner tout seul, avec des agents et des règles exclusivement économiques, quelles sont donc les dimensions extra-économiques nécessaires à son fonctionnement ? Dans quoi est-il ou doit-il être « encasté » ? Dans des conventions, comme le soutiennent les économistes conventionnalistes ? dans des institutions, comme le disent les économistes néo-institutionnalistes ? dans des routines, comme l'affirment les économistes évolutionnistes ? dans des compromis politiques, comme le prétendent les économistes régulationnistes ? dans des réseaux sociaux, comme l'affirme la nouvelle sociologie économique ? dans la culture, comme le plaident les sociologues comparativistes¹⁶ ? Etc.

Poser ce type de questions à l'aide du concept de capital social présente certains avantages. Des avantages d'abord diplomatiques sans doute. Il permet de faire entendre à des gestionnaires ou à des experts internationaux, avant tout soucieux d'efficacité économique, préoccupés de « faire du chiffre », qu'ils ne parviendront à leurs fins qu'à la condition de prêter attention à autre chose qu'aux objectifs économiques immédiats et qu'ils ne doivent donc pas tout sacrifier, comme ils y sont trop souvent enclins, à la rentabilité à court terme. Il y a quelque chose d'autre à préserver et même à faire fructifier. Et qui, au bout du compte, pourra même s'avérer rentable. Rentable et moral à la fois. Voilà un bon calcul.

Mais le concept a aussi les inconvénients de ses avantages. Qui tournent tout entiers autour de la question de savoir si on doit en développer une interprétation utilitariste ou anti-utilitariste. Seule la seconde est en définitive plausible, mais elle implique justement de ne pas penser le capital social comme un capital, sauf à casser rapidement la poule aux œufs d'or.

« Comment se faire des amis ? » demandait le milliardaire américain Dale Carnegie dans un livre qui a été un énorme *best-seller*. Comment, autrement dit, constituer et accroître son capital social, son stock de relations immédiatement ou potentiellement utiles. Ainsi formulée, la question sonne aussitôt

15. Il s'agit donc d'une problématique des rapports entre ordres et contextes, dont j'ai essayé d'esquisser quelques traits [*cf.* Caillé, 1993, 2005].

16. Dans le politique [Caillé, *ibid.*] ?

instrumentale et utilitariste. Les relations y apparaissent valorisées pour leur utilité possible. Mais la réponse de Dale Carnegie est parfaitement anti-utilitariste. Le seul moyen de se faire des amis est de les aimer¹⁷. Autrement dit, et en généralisant, la condition pour développer des relations sociales susceptibles de se révéler utiles est de les valoriser d'abord pour elles-mêmes. La raison en est aisément compréhensible. Il est peu probable qu'on se rende aimable aux yeux de personnes qui sentiraient qu'on ne les fréquente pas pour ce qu'elles sont, mais pour ce qu'elles ont et qu'on aimerait seulement qu'elles vous donnent. La ressource principale et spécifique des réseaux, c'est la confiance. Or si les membres du réseau pensaient que l'appartenance de ses membres n'est motivée que par des considérations d'utilité immédiate, alors chacun soupçonnerait chacun d'être prêt à trahir ou à faire défection à tout moment si de nouvelles considérations d'utilité survenaient, et la confiance s'évanouirait aussitôt¹⁸. Le carrosse redeviendrait citrouille.

Et ce qui est vrai des relations sociales l'est également de toutes les autres dimensions du capital social. Aucune règle de droit, aucune loi ne tiendrait si on changeait à tout instant le droit en fonction de considérations pragmatiques immédiates ; aucune administration ne fonctionnerait sans un minimum de dévouement à l'esprit du service public ; aucune association ne survivrait si ses militants n'étaient là que pour se servir, etc. À tel point qu'il est tentant de proposer du capital social une définition qui surprendra peut-être, mais qui est pourtant pleinement cohérente avec ce qui vient d'être dit jusqu'ici : le capital social d'un acteur, individuel ou collectif, d'une institution, d'un pays, etc., c'est l'ensemble de ce qui, dans leurs actions et dans leurs représentations, donne la priorité hiérarchique aux considérations extra ou anti-utilitaristes sur les considérations d'intérêt immédiat. Comme toujours, ce qui interdit aux théorisations issues du modèle économique (et donc utilitariste) de bien comprendre ce point, c'est qu'il y a généralement un « retour » des pratiques ou des représentations anti-utilitaristes. Le don appelle en effet le contre-don, et ce dernier est souvent au rendez-vous. D'où la tentation irrésistible chez les esprits façonnés par le modèle économique et l'axiomatique de l'intérêt d'en déduire que le don n'a été fait qu'en vue du contre-don et que l'utilitaire constitue donc la vérité cachée de l'anti-utilitarisme.

Or, à raisonner ainsi, on en arrive vite à l'idée que le capital social n'a en définitive de réalité qu'illusoire ou de second rang, qu'il ne représente qu'un simple moment, un pur avatar du capital économique qui serait sa finalité véritable. Mais, et l'on touche là au corollaire du paradoxe de Dale Carnegie, si les sciences

17. Ou de les tromper en se trompant soi-même, serait-on tenté d'ajouter. Le « paradoxe de Carnegie » est nommé comme tel et souvent cité par Jacques Godbout [1992, 2000] qui y voit le cœur des mystères du don.

18. Que les réseaux fonctionnent en fait à la confiance qu'anime le respect de la triple obligation de donner, recevoir et rendre, cela est très bien mis en lumière ici par M. Madoui dans son étude des entrepreneurs maghrébins en France.

sociales devaient accréditer ce type de croyances, confortant ainsi un certain esprit du temps, elles contribueraient du même coup au déclin du capital social qu'elles annoncent, précipitent et redoutent à la fois. Qu'est-ce donc en effet que le déclin du capital social américain analysé par Putnam sinon la régression des motivations anti-utilitaristes au profit de mobiles de simple utilité immédiate ? Cette régression est étroitement corrélée à la montée d'un individualisme qu'Arnaldo Bagnasco, dans un des classiques de la littérature sur le capital social qu'on pourra lire dans le présent ouvrage, analyse dans le sillage de Richard Sennett comme liée à « une érosion du *character* », par quoi Sennett désigne « les traits permanents de notre expérience émotive qui s'expriment à travers la fidélité et l'engagement réciproque, dans la tentative d'atteindre des objectifs à long terme ou encore dans l'ajournement de la satisfaction en vue d'un but futur ». C'est à une telle érosion du *character* qu'on assiste selon Bagnasco dans les entreprises contemporaines soumises à un *reengineering* incessant. Dans le cadre de cette nouvelle logique, « *people network but don't connect* ». On fait du réseau utile, on ne tisse pas des relations.

Or les acteurs qui travaillent ainsi leurs réseaux, qui « réseautent », qui, comme le disait Bourdieu, accomplissent « le travail d'instauration et d'entretien qui est nécessaire pour produire et reproduire des liaisons durables et utiles », ne font somme toute que se conformer à l'anthropologie normative qui préside à l'élaboration de cette science économique dont procède la théorie du capital social. Oui, mais, objectera-t-on, c'est précisément en vue de sortir du cadre étroit de la science économique que le concept de capital social a été forgé. C'est bien ainsi en tout cas que le concevait J. Coleman qui ne doutait pas, lui non plus, que l'utilité des relations sociales ne peut survenir et se manifester que comme un *by-product*, un sous-produit non voulu de relations sociales cultivées pour elles-mêmes. Sans doute. Mais comment penser sérieusement que des relations sociales puissent être désirées et cultivées pour elles-mêmes dans le cadre d'une posture individualiste méthodologique qui prend pour point de départ le postulat de l'indifférence mutuelle des individus ?

Nous en arrivons ainsi au nœud du problème soulevé par la notion de capital social et que met très bien en lumière Bernard Perret dans le dernier chapitre de cet ouvrage. Aussi longtemps qu'on emploiera l'expression même de capital social, qu'on raisonnera en termes de capital donc, et quelque subtilité ou raffinement qu'on introduise dans la problématique, on sera inmanquablement ramené vers une interprétation de type utilitariste. Or, pas plus que notre propre existence, notre vie ne peut être conçue comme un capital à gérer – pas plus qu'il n'est possible de tenir pour tel l'ensemble de nos amitiés, de nos affections, de nos engagements, de nos croyances, de nos institutions ou de notre héritage culturel. Non qu'ils ne soient à l'occasion susceptibles de produire quelque effet utile, voire de se révéler rentables. Mais ils ne peuvent l'être que pour autant qu'ils ne sont pas d'abord cela. Ou encore, l'ensemble des dimensions de l'existence sociale que les théories du capital social tentent de cerner sous cette appellation ne peuvent engendrer

les effets économiques (ou politiques) qu'elles leur imputent qu'aussi longtemps qu'elles ne sont précisément pas considérées comme un capital¹⁹.

Il y a donc dans les théories du capital social une dynamique d'auto-réfutation qui fait tout leur charme²⁰. Cette déclaration pourrait décourager le lecteur de poursuivre plus avant sa lecture. Il aurait tort. Ce n'est pas, par exemple, parce que la gigantesque littérature consacrée au dilemme du prisonnier met en lumière toute une série de problèmes qu'il ne peut justement pas résoudre qu'il ne faut pas s'y intéresser. C'est même tout le contraire. À l'instar du dilemme du prisonnier, les théories du capital social sont loin d'apporter des réponses définitives. Mais au moins permettent-elles de poser toute une série de questions, les bonnes questions, qu'on ne posait pas aussi bien avant elles. Laissons maintenant le lecteur français mesurer toute l'ampleur du questionnement et remercions Antoine Bevert et Michel Lallement d'avoir rassemblé toutes les pièces de cet ensemble²¹.

BIBLIOGRAPHIE

- ALMOND Gabriel S. ET VERBA Sidney, 1963, *Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton University Press.
- BAGNASCO Arnaldo, 2003, *Società fuori squadra. Come cambia l'organizzazione sociale*, Bologne, Il Mulino (chap. 1 traduit ici sous le titre « Le capital social dans un capitalisme en mutation »).
- BERTHOUD Gerald, 1983, « La vie, un capital à gérer ? », *Bulletin du MAUSS* n° 7.
- BOURDIEU P., 1980, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 31 (article reproduit dans le présent ouvrage).
- BURT R., 1995, « Le capital social, les trous structureaux et l'entrepreneur », *Revue française de sociologie*, XXXVI.
- CALLÉ Alain, 1993, *La Démission des clercs. La crise des sciences sociales et l'oubli du politique*, Paris, La Découverte, chap. 1 et 8.

19. Faudrait-il alors, comme le suggère Bernard Perret, parler de « patrimoine » plutôt que de « capital » social ? La suggestion est séduisante, mais le terme de patrimoine ne recouvre qu'une partie des problèmes que nous avons rencontrés ici.

20. On pourrait en effet maintenant donner la définition complète suivante du capital social : le capital social d'un acteur, individuel ou collectif, d'une institution, d'un pays, etc., c'est l'ensemble de ce qui, dans leurs actions et dans leurs représentations, donne la priorité hiérarchique aux considérations extra ou anti-utilitaristes sur les considérations d'intérêt immédiat ; bref, c'est l'ensemble de ce qui ne fonctionne précisément pas comme un capital. Ou, en plus ramassé : *le capital social, c'est tout ce qui échappe (encore) au capital*.

21. Et je dois les remercier également de m'avoir fait l'amitié de me demander de rédiger cette préface. J'espère ne pas en avoir abusé en tirant trop la couverture à moi et en direction des thématiques anti-utilitaristes du MAUSS. Si tel était le cas, je plaiderais coupable avec des circonstances atténuantes : le thème s'y prête tellement que je n'ai pas pu résister à la tentation ! La lecture de cet ensemble m'a persuadé encore un peu plus que nous avions grand besoin d'une sociologie générale fondée non pas sur l'individualisme méthodologique et sur l'utilitarisme, mais sur une axiomatique anti-utilitariste. Ou encore d'une sociologie générale qui ne considère pas la science économique comme un cas particulier après s'être bâtie à partir des postulats de cette science économique, mais qui la pose comme cas particulier dès le départ et par construction.

- 2005, *Dé-penser l'économique. Contre le fatalisme*, La Découverte/MAUSS, chap. 9.
- CEFAI D. (sous la dir. de), 2000, *Les Cultures politiques*, PUF.
- COLEMAN J., 1984, « Introducing Social Structure into Economic Analysis », *American Economic Review*, 74, 2.
- 1988, « Social Capital in the Creation of Human Capital », *American Journal of Sociology*, 94, supplément.
- 1990, *Foundations of Social Theory*, Cambridge, Mass., Harvard University Press (Bellknap).
- DE SOTO Hernando, *Le Mystère du capital*, Paris, Flammarion.
- FUKUYAMA F., [1995] 1997, *La Confiance et la puissance*, Paris, Plon.
- [2004] 2005, *State Building. Gouvernance et ordre du monde au XXI^e siècle*, La Table ronde.
- GODBOUT J. T., 2000, *Le Don, la dette et l'identité*, Paris, La Découverte/MAUSS.
- (en collaboration avec A. Caillé), 1992, *L'Esprit du don*, Paris, La Découverte.
- GRANOVETTER M., 1973, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 78 (traduit in Granovetter, 2000, *Le marché autrement*, Paris, Desclée de Brouwer).
- PUTNAM R., LEONARDI R., NANETTI R. Y., *Making Democracy Work : Civic Tradition in Modern Italy*, Princeton University Press.
- 1995, « Bowling Alone. America's Declining Social Capital », *Journal of Democracy*, 6, 1 (article traduit dans le présent ouvrage).
- 2000, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster.
- STEINER Ph., 2003, « Les *Foundations* de James S. Coleman : une introduction », *Revue française de sociologie*, avril-juin, 44-2.
- SWEDBERG R., 1990, *Economics and Sociology. Redefining their Boundaries : Conversation with Economists and Sociologists*, Princeton University Press.
- VERBA S., (sous la dir. de), 1990, *The Civic Culture Revisited*, Boston, Little Brown.

Introduction

Le capital social : territoires et tribulations

par Antoine Bevort et Michel Lallement**

En France, la notion de capital social reste le plus souvent associée aux travaux de Pierre Bourdieu. Non sans raison, ses *Notes provisoires* – texte que nous reproduisons dans cet ouvrage – sont devenues une référence récurrente dans la littérature internationale consacrée au capital social. En dépit de cette contribution importante qui, à elle seule, esquisse tout un programme, la recherche française est restée relativement discrète lorsque, au cours des années quatre-vingt-dix, le capital social a cristallisé l'intérêt de nombreux chercheurs, experts, décideurs... En France, l'approche par les réseaux a suscité un engouement certain [Degenne, Forsé, 1994 ; *Revue française de sociologie*, 1995 ; Mercklé, 2004], mais la voie du capital social a été, en revanche, beaucoup moins fréquentée. Au niveau international, pourtant, le capital social n'a cessé de faire débat. Dans les années quatre-vingt-dix et au début de la décennie 2000, les recherches et discussions se sont multipliées sur le thème dans les cénacles les plus divers : milieux universitaires, sphères politiques (notamment nord-américaines) ou encore grandes organisations internationales comme la Banque mondiale ou l'OCDE. Il est ainsi remarquable, et peut-être même rassurant pour les sciences sociales contemporaines, que les travaux de ces dernières ne restent pas confinés dans quelques revues et ouvrages destinés à un public de spécialistes.

Est-ce parce que le succès a dépassé les frontières académiques habituelles que certains, en France notamment, ont pu émettre des réserves sérieuses quant à l'intérêt d'une telle notion ? Comme en témoignent plusieurs auteurs du présent ouvrage, il serait injuste de s'en tenir à cette seule explication pour rendre compte de la causticité de certaines critiques. Les modes d'usage de la notion de capital social dans certaines sphères influentes ne manquent pas parfois, il est vrai, de poser question. Doit-on pour autant juger de la pertinence d'une notion à l'aune unique de ses usages extra-scientifiques ? Nous ne le croyons pas. Voilà pourquoi

* LISE (CNRS), CNAM.

cet ouvrage a vu le jour. En science politique, en économie, en sociologie, en sciences de l'éducation..., le capital social suscite l'intérêt d'une fraction importante de la communauté scientifique internationale. Notre livre souhaite faire écho à cette évolution récente des sciences sociales en mettant à disposition du lecteur quelques textes fondamentaux, en mettant en scène plusieurs débats sur le capital social et en présentant les résultats de recherches empiriques menées ces dernières années à l'aide d'une telle problématique. Avant de présenter plus en détail la structure de l'ouvrage, commençons par décrire les conditions dans lesquelles la notion de capital social a surgi et s'est imposée, dans les années quatre-vingt-dix, dans les disciplines et les milieux professionnels les plus variés.

L'EFFET *BOWLING ALONE*

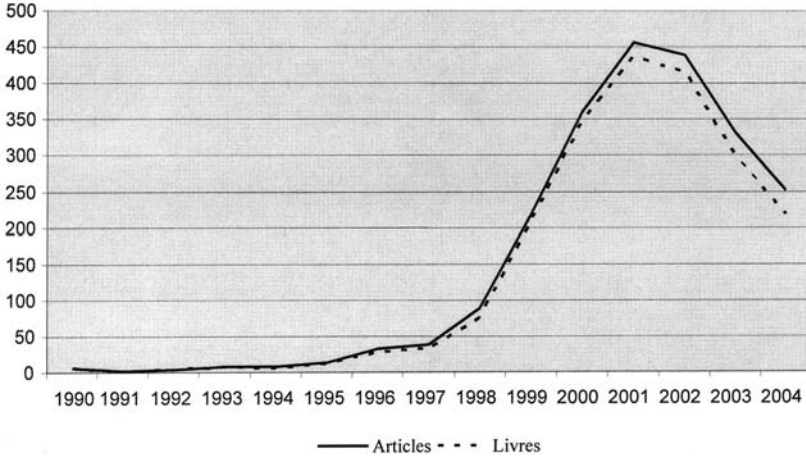
La carrière intellectuelle du capital social ne démarre pas avec les écrits du politologue américain Robert Putnam. Ses travaux ont fourni néanmoins une impulsion inattendue. L'article « *Bowling Alone : America's Declining Social Capital* » publié en 1995 dans une revue méconnue – le *Journal of Democracy* – constitue le point de départ du renouveau. Ce texte, dont nous publions ici la traduction, transforme, selon les mots d'un critique, un « obscur universitaire » en un intellectuel de renom, un expert apprécié des politiques, une « star » des médias. Dans cet article, R. Putnam expose sa thèse pour la première fois. Aux États-Unis, on assiste à un déclin du capital social ou, en d'autres termes, à un recul de l'engagement civique qui compromet les bienfaits de la vie démocratique. Appliquée au cas américain, cette idée doit être comprise dans le prolongement des travaux et analyses que R. Putnam avait consacrés auparavant à l'Italie dans un livre intitulé *Making Democracy Work* [1993]. Elle fournit non seulement la matière de l'article qui vient d'être évoqué mais aussi, et surtout, celle de l'imposante recherche dont les résultats sont livrés au printemps 2000 dans *Bowling Alone*, ouvrage qui sert de détonateur aux débats et aux recherches sur le capital social.

Détonateur, le mot n'est pas exagéré. Une rapide investigation sur la base de données de *Science direct* (mot clé « social capital » dans la rubrique « social sciences ») permet en effet d'établir que le capital social a connu plus qu'un succès d'estime depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Peu importe ici que la base explorée ne recense ni l'ensemble des revues de sciences sociales ni ne couvre l'exhaustivité des ouvrages publiés sur la période. L'échantillon utilisé est suffisamment vaste et représentatif pour que le résultat obtenu soit significatif¹. L'« effet Putnam » apparaît de façon manifeste : le nombre d'articles et

1. Pour les articles comme pour les livres, le moteur de recherche a retenu le terme « social capital » inséré dans les résumés, les titres et les mots clés pour l'ensemble des revues, livres et banques de données référencés dans *Science direct*. La base de données consultée comprend des revues (n = 248) et des ouvrages anglo-saxons mais pas uniquement. Il a donc été possible (par traduction automatique de « social capital ») d'intégrer d'autres publications non anglo-saxonnes dans l'échantillon exploité.

d'ouvrages consacrés au capital social commence à augmenter après la publication de « *Bowling Alone : America's Declining Social Capital* » (1995) et atteint son acmé un an après la parution de *Bowling Alone* (2000) (graphique 1).

GRAPHIQUE 1. NOMBRE D'ARTICLES ET DE LIVRES SUR LE CAPITAL SOCIAL (1990-2004)



(Source : *Science direct*)

Quelles sont les caractéristiques majeures de cette littérature sur le capital social ? Sans prétendre à une quelconque analyse de contenu approfondie de ces écrits, qui dépasserait l'ambition de cette introduction, il est possible de se faire une rapide idée des tribulations académiques du capital social en exploitant un peu plus précisément les données fournies par *Science direct*. Pour cette brève exploration, nous nous sommes limités aux revues parues sur la période 1990-2004 et avons examiné les titres, résumés et mots clés contenant le terme « capital social ». 357 articles ont été ainsi retenus. Comme l'indique le tableau 1, trois champs scientifiques semblent plus particulièrement réceptifs à la question du capital social : la santé, le développement économique et la socio-économie.

TABLEAU 1. LE CAPITAL SOCIAL EN REVUES (1990-2004)

Revues	Nombre d'articles relatifs au capital social
<i>Social Science & Medecine</i>	60
<i>World Development</i>	37
<i>Journal of Socio-Economics</i>	27
<i>Social Science Research</i>	10
<i>Research in the Sociology of Organisation</i>	10
<i>Agricultural System</i>	09
<i>Health & Place</i>	09
<i>Journal of Economic Behavior & Organisation</i>	09
<i>Ecological Economics</i>	07
<i>Technovation</i>	07
<i>Social Network</i>	07

Source : *Science direct*.

Inutile de préciser ici les limites méthodologiques d'un tel coup de sonde (biais de la base utilisée, données non rapportées au volume des articles publiés par chaque revue...). Les résultats méritent néanmoins considération. *Social Science & Medecine* apparaît nettement détachée en tête du classement. En son sein, près d'un article sur six est consacré au capital social. Cette revue anglaise a ceci de particulier qu'elle aborde les questions de santé en s'armant des points de vue les plus variés (anthropologie, économie, géographie, psychologie, sociologie, épidémiologie, politique sociale) sur le plan disciplinaire et en offrant des réflexions consacrées aussi bien à la santé physique et mentale des populations qu'aux professions, politiques et organisations de la santé. Ajoutons que *Social Science & Medecine* s'adresse à un public varié de chercheurs, de professionnels et de décideurs politiques. Le fait que, dans ce classement, une revue dédiée à la santé arrive en première place n'est pas un hasard complet. Dans ce champ, le prisme du capital social avait déjà été mobilisé bien avant les années quatre-vingt-dix. Pour être plus précis : dès 1979, Lisa Berkman et Leonard Syme publient un article important pour la problématique du capital social dans l'*American Journal of Epidemiology*. Les auteurs y étudient les relations entre les liens sociaux et la mortalité dans un comté de Californie. Pour ce faire, ils exploitent des données issues d'un sondage réalisé par le département des services de santé de l'État de Californie portant sur le mariage, les contacts avec la famille et les amis, la participation à la vie religieuse et la participation aux activités de groupes officiels et officieux. L. Berkman et L. Syme montrent alors que, pour les personnes dotées de liens sociaux faibles voire inexistants, la probabilité de mourir durant la période qui suit l'étude est plus importante que pour les autres. Comme en témoigne *Social Science & Medecine*, mais aussi d'autres revues spécialisées dans la santé, depuis cette publication pionnière, de nombreux travaux ont été menés qui s'intéressent au lien entre intégration sociale et état de santé des populations. On observe ainsi des corrélations intéressantes entre citoyenneté et santé, entre intégration, soutien social et affaiblissement des effets néfastes du tabac ou d'une pression artérielle élevée...

La présence à la deuxième place de *World Development* témoigne de l'intérêt qu'ont pu trouver certains économistes à la notion de capital social. Dans *Regards croisés sur le capital social*, un des rares ouvrages parus en France sur le capital social, Jérôme Ballet et Roland Guillon expliquent que le concept « s'est imposé comme une référence susceptible d'éviter au chercheur tout réductionnisme economiciste dans l'appréhension sociale et économique de l'activité humaine » [Ballet, Guillon, 2003, p. 181]. Telle est bien au demeurant l'ambition de *World Development*. Cette revue canadienne à vocation interdisciplinaire s'intéresse aux actions menées dans le monde afin de lutter contre les problèmes de pauvreté, de chômage, de malnutrition..., et elle affiche une volonté très pragmatique de mettre en exergue les bilans et les leçons que les acteurs peuvent tirer des expériences de développement analysées dans les articles publiés. Dans son ouvrage de 1993, R. Putnam avait lui aussi touché du doigt les relations entre capital

social et développement économique. On peut certes douter, et à bon droit, de la pertinence de l'usage qui est parfois proposé d'une telle entrée pour réfléchir à nouveaux frais sur le fondement des politiques économiques et des stratégies de développement. Nul doute cependant que les travaux de R. Putnam ont offert l'occasion de réviser des schémas anciens et de polir de nouvelles interrogations sur les fondements sociaux des dynamiques économiques.

Il n'est pas étonnant de ce fait qu'une revue comme le *Journal of Socio-Economics* occupe la troisième place de notre classement. La renaissance de la sociologie économique est débitrice aujourd'hui, entre autres éléments explicatifs, de la (re)découverte des multiples modalités d'encastrement qui donnent forme et sens à l'action. En mobilisant la psychologie ou la sociologie, les auteurs qui publient dans le *Journal of Socio-Economics* montrent combien le fait de rabattre l'individu sur ses seuls intérêts reste insatisfaisant d'un point de vue analytique. Sans prise en compte des liens sociaux, des croyances, des institutions..., on ne saurait en effet prétendre à une réelle intelligence de faits sociaux tels que le marché, l'entreprise, le travail, etc. La mobilisation de la notion de capital social participe de la sorte à la reviviscence d'une sociologie économique qui a su faire son miel également de travaux sur la force et la faiblesse des liens sociaux, sur la dynamique des territoires, sur la recomposition des formes organisationnelles, sur la multiplicité des types d'échanges marchands et non marchands... Il ne faut pas pour autant se leurrer. Comme tous les autres, la sociologie économique est un champ intellectuel hétérogène au sein duquel s'affrontent des points de vue et des intérêts concurrents. Comme on le verra à la lecture du présent ouvrage, donner la priorité au capital social ne revient pas nécessairement à pratiquer une sociologie des réseaux au sens où l'entendent des auteurs tels que Ronald Burt ou Nan Lin².

Cessons là nos commentaires. Les quelques données que nous avons mobilisées ne permettent guère d'aller plus loin. Plus encore, elles masquent le succès rencontré par le capital social dans d'autres champs encore des sciences sociales, comme la science politique ou les sciences de l'éducation. L'objet de cet ouvrage n'est pas de pallier une telle lacune en offrant une impossible recension exhaustive des études et débats suscités au cours de ces dernières années par la notion de capital social. Produit d'un travail collectif³, il donne bien à voir la multiplicité des approches et des usages du concept, en restitue une généalogie, ouvre des débats, propose des tests empiriques de sa pertinence,

2. Au risque d'une schématisation excessive, disons que, comme le rappelle Emmanuel Lazega dans le présent ouvrage, les sociologues des réseaux privilégient l'objectivation des « structures » relationnelles et proposent une analyse de leur émergence et de leurs effets (une démarche qu'ils qualifient de structuraliste ou néostructural). Les tenants de la problématique du capital social inspirés par R. Putnam s'intéressent davantage, quant à eux, à la mise en évidence de « formes » relationnelles (plus ouvertes à la fluidité et à la subjectivité) et ils analysent surtout la façon dont ces formes produisent des normes, grâce notamment à des actions collectives.

3. Son origine est un colloque tenu à l'université de Rouen [*Cellule GRIS*, 2004]. Certaines communications ont pu donner matière à plusieurs des chapitres du présent ouvrage.

etc., mais surtout il tente de montrer que, toutes disciplines confondues, trois enjeux – la performance, l'équité et la réciprocité – sont au cœur des travaux qui en appellent au capital social.

PERFORMANCE, ÉQUITÉ ET RÉCIPROCITÉ

Pour étayer le propos qui vient d'être énoncé, le livre est structuré de la façon suivante.

La première partie pose les jalons des théories du capital social. Les deux premiers chapitres ont de ce point de vue une réelle valeur emblématique. Le chapitre 1 est constitué par le court article de Pierre Bourdieu qui ouvre le dossier « Capital social » du numéro 31 (janvier 1980) des *Actes de la recherche en sciences sociales*⁴. Le chapitre 2 est la traduction de l'article séminal de 1995 de Robert Putnam, article paru dans le *Journal of Democracy*. La lecture de ces deux seules contributions révèle déjà combien le vocable de « capital social » peut receler d'options variées : sociologique ou politique, centrée sur les stratégies de reproduction ou plutôt sur l'analyse du changement social, etc. L'affaire se complique à l'examen d'une troisième contribution (chapitre 3), celle d'Arnaldo Bagnasco, chercheur que l'on peut également compter parmi les pionniers des théories sur le capital social, tant ses travaux sur la « troisième » Italie ont permis de féconder une sociologie économique qui intègre de manière originale cette variable dans l'analyse du capitalisme contemporain⁵. A. Bagnasco tente ici une analyse des mutations actuelles du capitalisme à la lumière du capital social défini comme un « potentiel d'interactions coopératives » que les personnes peuvent utiliser comme une ressource et qui, lorsqu'il fait défaut, peut provoquer une crise de motivation et susciter d'importants problèmes d'intégration sociale. La contribution de Michel Lallement (chapitre 4) propose une mise en perspective des théories du capital social. L'auteur montre que des préoccupations analogues à celles des pionniers des théories du capital social sont déjà présentes dans la sociologie classique, mais que l'originalité des approches contemporaines est d'articuler le questionnement autour de trois grands pôles analytiques : la confiance, les réseaux et la réciprocité. Sophie Ponthieux (chapitre 5) clôt cette première partie en passant en revue de façon aussi critique que stimulante les usages et mésusages du capital social dans les théories de James Coleman et de

4. Outre l'article de P. Bourdieu, ce numéro comprenait des contributions de Monique de Saint-Martin (« Une grande famille »), Dominique Merlié et Jean-Yves Cousquer (« Mariage et relations familiales dans l'aristocratie rurale : deux entretiens »), Sylvain Maresca (« Grandeur et permanence des grandes familles paysannes ») et Bernard Vernier (« La circulation des biens, de la main-d'œuvre et des prénoms à Karphatos : du bon usage des parents et de la parenté »).

5. En collaboration avec Carlo Triglia, A. Bagnasco a tôt mis en évidence l'importance de la coopération dans les nouvelles formes de capitalisme flexible (au sein, plus précisément, des districts industriels de la troisième Italie) et souligné le rôle des facteurs historiques, cognitifs, sociaux et institutionnels dans la dynamique du développement économique [Bagnasco, Triglia, 1988].

R. Putnam, mais aussi dans les multiples travaux qui se donnent pour ambition de mesurer cet objet multidimensionnel par définition, et par voie de conséquence difficile, voire impossible, à quantifier de façon satisfaisante.

La deuxième partie fournit de multiples indications empiriques sur les *performances* sociales, économiques, scolaires..., associées à la mobilisation du capital social. Dans le chapitre 6, Alain Degenne, Marie-Odile Lebeaux, Yannick Lemel et Ghislaine Grimler commencent par montrer, analyse de données à l'appui, que, au quotidien, les conditions de vie varient selon la dotation en capital social dont peuvent bénéficier les individus. Les réseaux, soulignent les auteurs, ne font pas tout et ne sauraient suffire par exemple, à contrebalancer les effets des inégalités économiques. Mais ils contribuent néanmoins au bien-être des individus. Leur impact varie un peu avec le statut des individus mais surtout avec la position dans le cycle de vie (âge, structure de la famille). C'est également en termes de performance que raisonne Nicolas Sirven (chapitre 7). Travaillant à l'aide de données fournies par l'Institut national de la statistique de Madagascar, N. Sirven repère quatre formes de capital social et teste économétriquement l'impact de ce dernier sur le comportement économique. La conclusion de l'auteur converge alors largement avec les thèses énoncées par R. Putnam : on constate en effet une forte corrélation entre l'activité sociale des ménages et le montant de leurs dépenses de consommation par tête.

Dans les chapitres 8, 9 et 10, le registre est quelque peu différent puisque les préoccupations relatives à l'éducation passent au premier plan. Mais la problématique est toujours la même : il s'agit d'appréhender empiriquement comment se forme et ce que fait le capital social. Bernard Favre et Jean-Marc Jaeggi (chapitre 8) appréhendent l'investissement des parents dans l'accompagnement scolaire de leur enfant au sein d'une commune genevoise. Ici, le capital social est mesuré en termes, premièrement, de soutien et d'échanges parents/enfant à propos de l'école et, deuxièmement, de contacts des parents avec les enseignants et d'appartenance à une association de parents d'élèves. L'intérêt de cette étude est d'inviter à prendre une distance critique avec toute tentation mécaniciste. Les auteurs mettent en évidence la persistance des difficultés scolaires rencontrées par les jeunes de certains quartiers victimes d'un processus de ségrégation sociale, et cela en dépit de la mise à disposition de moyens matériels et humains. B. Favre et J.-M. Jaeggi montrent plus précisément encore que le capital social n'est pas performant en soi. Il l'est seulement dans la mesure où, en tant que ressource, il entretient une affinité élective avec un réseau de valeurs et de significations au service de la réussite scolaire des enfants. À ce titre, la *réciprocité* (engagements et interactions qui, sur le mode du don/contre-don, lient les acteurs au service d'un bien commun) et l'*équité* (souci de justice sociale appliqué, dans ce cas particulier, au domaine scolaire) ne constituent pas simplement deux enjeux séparés de la performance. Elles conditionnent aussi, et de façon décisive, l'efficacité du capital social. Cette hypothèse n'est pas démentie en tous les cas par le travail d'Antoine Bevort et de Danièle Trancart (chapitre 9). Armés par la statistique

scolaire, ces deux chercheurs analysent les performances comparées des collégiens français. Partant du constat que l'origine sociale des élèves n'explique pas totalement les inégalités en la matière, ils mettent en évidence le rôle du capital social dans la production des disparités régionales. Malgré la difficulté d'élaborer un indice régional de capital social, ils soulignent l'intérêt de la problématique putnamienne pour mieux aider à comprendre les difficultés que génèrent les processus de ségrégation scolaire.

Consacrée à la relation entre la formation et l'emploi, l'étude que propose Marc Lecoutre (chapitre 10) est non seulement solidement étayée sur le plan empirique, mais ses conclusions convergent largement avec les résultats précédents. À partir du cas de cinq formations de 3^e cycle qu'il a étudiées de façon minutieuse, M. Lecoutre évalue concrètement la performance du capital social. Il montre alors combien les réseaux sociaux à l'interface des systèmes éducatifs et productifs se révèlent utiles pour l'accès au marché du travail. Outre l'éclairage qu'elle apporte sur une période de vie souvent décisive pour les jeunes diplômés, cette recherche invite également à considérer la morphogenèse du capital social, aspect rarement abordé dans la littérature. Telle est précisément l'une des ambitions du chapitre 11 signé par Antoine Bevort. Mettant la problématique du capital social au service d'une sociologie de l'entreprise qui ne se contente plus de considérer cette dernière comme un modèle réduit de société, il propose d'articuler l'approche par les réseaux avec celle des normes de réciprocité. On peut de la sorte mieux comprendre comment, en tant que forme sociale, l'entreprise émerge, évolue, se transforme... Pour alimenter son propos, l'auteur utilise les résultats d'une enquête relativement récente sur les innovations organisationnelles en France.

La dernière partie de cet ouvrage associe plus étroitement encore le capital social et l'action collective. Dans le chapitre 12, Emmanuel Lazega inscrit son propos sous le sceau de la théorie néostructurale. Pour outiller efficacement le sociologue à la recherche d'une méthode qui permette d'objectiver le capital social, et pour donner du même coup un contenu tangible à cette notion, E. Lazega défend plus précisément l'analyse des réseaux complets. En dépit d'une certaine complexité, telle est, selon lui, la voie la plus pertinente permettant de lire les multiples dynamiques qui, au niveau méso-social, structurent la société organisationnelle marchande contemporaine. Jean-Pierre Worms (chapitre 13) ne s'appuie pas sur une méthodologie aussi sophistiquée que celle mobilisée par E. Lazega. À la différence de ce dernier également, il revendique une dette intellectuelle envers R. Putnam dont les travaux, si critiquables soient-ils, aident à donner sens aux transformations de fond qui, depuis les années quatre-vingt, bousculent le monde associatif français. Dans le bilan raisonné de ces évolutions, tout comme dans les deux cas qu'il présente et commente, J.-P. Worms montre à quel point l'investissement dans le collectif associatif – et donc la manière d'accumuler du capital social – est en phase avec les nouvelles valeurs caractéristiques de notre modernité : engagements civiques plus variés et plus courts mais fondés sur des exigences de confiance et de réciprocité, priorité donnée aux relations coopératives

et non plus à la construction de collectifs fusionnels, regroupement d'individualités autonomes au nom de la défense de valeurs morales et de l'affirmation de principes de justice...

On voit là comment, progressivement, la question de la performance *stricto sensu* cède la place aux questions d'équité et de réciprocité. Ce glissement se manifeste avec plus de netteté encore dans les chapitres qui suivent. Dans son étude sur les entrepreneurs d'origine maghrébine en France, Mohamed Madoui (chapitre 14) étudie les réseaux sociaux qui structurent les réseaux ethniques de ces acteurs économiques. M. Madoui montre que la stigmatisation et l'exclusion ont souvent été les ferments qui ont conduit à tenter l'aventure de la petite entreprise. Dans les comptes rendus d'enquête, l'influence qu'exercent les réseaux familiaux et communautaires dans la coordination des activités économiques et la circulation des biens ne fait par ailleurs aucun doute. L'entrepreneuriat est affaire de famille, de clans, de réseaux. De ce fait, l'imbrication entre le capital social et le capital économique est difficile, pour ne pas dire impossible à défaire, tant l'entraide, la confiance, la réciprocité et l'honneur informent au plus haut point la pratique de ces entrepreneurs. Elisabetta Bucolo et Jean-Louis Laville (chapitre 15) n'envisagent pas non plus le capital social comme un levier autonome à pure finalité utilitariste, mais insistent davantage sur son statut de ressource au service d'un projet démocratique. Ces deux auteurs renouent ainsi avec une interrogation fondatrice de la sociologie, qui consiste à penser d'un même tenant dynamiques marchandes, construction du lien social et agir politique. Le matériau mobilisé à cette fin emprunte aux expériences de l'économie solidaire dont la caractéristique majeure est de promouvoir la démocratisation de l'économie par l'entremise de l'engagement citoyen. Non sans résonance avec le texte de Vando Borghi (chapitre 16), cette contribution met la solidarité au cœur du propos. Le capital social n'est pas qu'un outil au service de la rationalité économique instrumentale. Vecteur de réciprocité, il favorise également l'instauration d'espaces publics au service du « bien » vivre ensemble.

Dans sa contribution, Vando Borghi propose pareillement d'en finir avec une lecture étroitement utilitariste du capital social, celle qui sied le mieux à tous ceux qui raisonnent d'abord et avant tout en référence aux exigences de performance portées par les acteurs dominants de l'économie « formelle ». À l'instar de E. Buccolo et J.-L. Laville, V. Borghi donne la priorité à une lecture politique nourrie d'abondance ici par la littérature sociologique italienne. En croisant différents axes (le territoire, la reconfiguration des frontières entre le privé et le public...), l'auteur construit une grille de lecture dont l'objectif est de mettre au jour le rôle des institutions dans la production du capital social. Signé par Bernard Perret, le dernier chapitre enfonce le clou à sa manière, puisque l'auteur se défie lui aussi des usages du capital social exclusivement fondés sur le souci d'évaluer les performances de l'action collective. Sans en méconnaître les vertus heuristiques, B. Perret pointe ainsi les « vices théoriques » d'un point de vue foncièrement utilitariste, ignorant du sens que convoquent les individus lorsqu'ils mobilisent

du capital social ou encore trop peu disert sur des sujets majeurs de notre époque (la crise de l'intégration par le travail, la transformation des institutions...). Pour dépasser ces limites, il serait pertinent d'intégrer la variable « capital social » aux indicateurs de développement actuellement utilisés pour évaluer le bien-être d'une collectivité. La richesse ne se réduit pas en effet à un avoir. Elle réside également dans la qualité des relations sociales et dans la capacité d'action collective dont peut faire preuve un groupe donné.

À défaut de statuer définitivement sur la portée heuristique du capital social, pièce (re)travaillée plus intensément que jamais par les sciences sociales de ces toutes dernières années, nous faisons le pari avec cet ouvrage qu'il s'agit là d'un objet qui aura permis tout à la fois de raviver des questionnements sociologiques fondamentaux, de susciter le débat interdisciplinaire et d'aider à penser en termes neufs quelques grandes questions qui agitent la société contemporaine. Voilà qui n'est déjà pas si mal.

BIBLIOGRAPHIE

- BAGNASCO A., TRIGLIA C., [1988] 1993, *La Construction sociale du marché. Le défi de la troisième Italie*, Cachan, éditions de l'ENS-Cachan.
- BALLET J., GUILLON R. (sous la dir. de), 2003, *Regards croisés sur le capital social*, Paris, L'Harmattan.
- BERKMAN L., SYME L., 1979, « Social Networks, Host Resistance, and Mortality : A Nine-Year Follow-up Study of Alameda County Residents », *American Journal of Epidemiology*, vol. 109, n° 2, p. 186-204.
- CELLULE GRIS, 2004, n° spécial « Le capital social », Actes du colloque du 6 février 2003 co-organisé par le CRIDA-LSCI, le GÉODE, le CIRTAI et le GRIS.
- DEGENNE A., FORSÉ M., 1994, *Les Réseaux sociaux*, Paris, Colin.
- MERCKLÉ P., 2004, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte.
- PUTNAM R. D., 1993, *Making Democracy Work. Civic Traditions in Italy*, Princeton, Princeton University Press.
- 2000, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster.
- REVUE FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE, 1995, n° spécial « Réseaux sociaux », vol. XXXVI, 4.